

La crise du capitalisme financier

Jean-Marie Harribey

Sud-Ouest, 11 février 2008

La crise financière qui couvait depuis le mois d'août 2007 a éclaté et elle ressemble comme une sœur à beaucoup de crises précédentes. En même temps, elle présente des traits nouveaux qui ne doivent pas être dissimulés derrière l'écran de fumée d'une « fraude ».

Partie du secteur immobilier, la crise a gangrené peu à peu le secteur bancaire et financier. Dans un contexte où la croissance économique américaine ne pouvait plus être tirée seulement par la consommation ostentatoire des classes riches – celles au service desquelles sont les politiques néolibérales – les banques américaines ont octroyé des prêts à des ménages de plus en plus modestes pour qu'ils accèdent à la propriété de leur logement ou développent leur consommation de manière générale : c'était le marché à haut risque, dit du *subprime*. Prêteurs comme emprunteurs pariaient sur la hausse des prix de l'immobilier qui semblait n'avoir pas de fin. Ainsi, les hypothèques prises par les banques leur garantissaient de pouvoir récupérer leur mise avec bonus et les ménages escomptaient un accroissement de leur richesse. Pari absurde car il était prévisible que les prix de l'immobilier se retourneraient un jour et que des taux d'intérêt variables finiraient par rendre insolubles ces ménages.

Entre temps, les banques avaient « titrisé » les hypothèques, c'est-à-dire les avaient vendues sur les marchés financiers. Ces nouveaux titres financiers se trouvaient donc introduits et mélangés avec d'autres dans les portefeuilles gérés par tous les fonds de placement à caractère spéculatif ou les banques elles-mêmes. Le problème est né lorsque, après le retournement du marché de l'immobilier, les détenteurs de ces titres ont souhaité les *liquider* alors que plus personne n'en voulait. On est entré dans une *crise de liquidité*, aucun acteur du système financier ne trouvant les sommes dont il avait besoin, chacun redoutant que les fameux titres de plus en plus pourris, disséminés on ne sait où, occupent une place trop grande dans le total de ses actifs.

Pour faire face à cette crise de liquidité, les principales banques centrales ont, depuis l'été dernier, prêté des centaines de milliards de dollars et d'euros aux banques ordinaires ; et la Banque centrale des Etats-Unis a baissé à plusieurs reprises son taux d'intérêt directeur, alors que la Banque centrale européenne s'y refusait. Cela n'a pas suffi à calmer l'angoisse grandissante des acteurs financiers, et notamment des banques, qui, à l'approche de la fin de l'année 2007, voyaient avec terreur l'heure de vérité arriver : à combien s'élèveraient les pertes dues aux placements gangrenés par les *subprimes* ? On parle de plusieurs centaines de milliards de dollars. C'est la raison de la chute des bourses en janvier 2008.

Jusque-là, on retrouve le mécanisme classique d'une spéculation qui finit toujours mal. Mais au moins deux éléments font de cette crise une fille du capitalisme financier contemporain dans lequel la règle d'or est « tout pour l'actionnaire ». Avec la liberté de circuler accordée aux capitaux et la déréglementation des marchés financiers ont proliféré des nouveaux produits financiers et des fonds spéculatifs de toute espèce : leur seul objectif est de produire de la plus-value boursière, dont la croissance à long terme est assurée par celle de la plus-value réelle au sein d'un système productif parce que la part des salaires est réduite. En période d'euphorie, une seule contrainte pèse sur le système financier mondial : capter des liquidités de plus en plus grandes pour pouvoir participer à la restructuration permanente du capitalisme (absorptions, fusions, délocalisations...) ; d'où la volonté de détruire les systèmes de retraites et d'assurance maladie pour capter l'épargne des salariés.

Mais, quand il s'avère que le système productif menace de ralentir sa cadence parce que l'économie dominante, celle des États-Unis, est proche de la récession, la panique gagne et tous les ingrédients d'une crise globale sont réunis : crise du crédit, crise boursière, crise économique. Si la crise boursière ne devrait émouvoir personne de sensé (aucune richesse réelle ne « part en fumée » puisque la bulle ne représentait que du capital fictif et que la perte d'un spéculateur est le gain potentiel d'un autre), en revanche la crise économique sera payée par les travailleurs, en termes de chômage et de pression supplémentaire pour accroître leur productivité. Si cette dernière n'est pas encore certaine, elle est possible, tant les économies du monde entier sont imbriquées.

La vérité sur le capitalisme financier est là, toute nue. Un système qui veut assurer 15 ou 20 % par an de rentabilité aux actionnaires est mortifère. Et un système qui prétend se passer de toute régulation publique, en confiant la planète à la loi du marché, est un système dément. La rationalité du capitalisme commence quand la crise est là : retour sur terre. D'où l'urgence à contrôler les mouvements de capitaux, les banques centrales et toutes les institutions financières, à encadrer le crédit, taxer les transactions financières et réglementer sévèrement la titrisation et les produits dérivés.